

Accord collectif national
EXPLOITATIONS ET ENTREPRISES AGRICOLES
(Emploi)
(2 octobre 1984)

(Étendu par arrêté du 31 mars 1994,
Journal officiel du 11 juin 1994)

AVENANT N° 4 DU 14 MARS 2017

NOR : AGRS1797210M

Entre
FNSEA
FNEDT
FNB
FPF
UNEP
FNCUMA
USRTL

D'une part, et

FNAF CGT
FGTA FO
CFTC-Agri
SNCEA CFE-CGC

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent accord est applicable sur l'ensemble du territoire français (métropole et départements et régions d'outre-mer), aux exploitations et entreprises agricoles ayant une activité définie à l'article L. 722-1, 1° (à l'exception de la conchyliculture, des centres équestres, entraîneurs de chevaux de courses, champs de courses et des parcs zoologiques), 2°, 3° (à l'exception de l'Office national des forêts), et 4° du code rural et de la pêche maritime, ainsi qu'aux coopératives d'utilisation de matériel agricole.

Article 2

Modifications de l'accord national sur l'emploi dans les exploitations de 1984

Article 2.1

Création d'un article 1.4

Article 1.4 – Compétences en matière de représentation des salariés et des employeurs d'entreprises de moins de onze salariés.

Les organisations syndicales de salariés et les organisations professionnelles agricoles représentatives au niveau national dans le champ défini à l'article 1 de l'avenant n° 4 du 14 mars 2017, tiennent, pour répondre aux exigences légales visées à l'article 1 de la loi du 17 août 2015, à ce que les missions dévolues aux commissions paritaires régionales interprofessionnelles (CPRI) soient assurées par des instances agricoles déjà existantes.

A cette fin, elles décident de donner aux commissions paritaires régionales emploi (CPRE) le soin d'assurer les missions des CPRI, c'est-à-dire :

- donner aux salariés et aux employeurs toutes informations ou tous conseils utiles sur les dispositions légales ou conventionnelles qui leur sont applicables ;
- apporter des informations, débattre et rendre tout avis utile sur les questions spécifiques aux entreprises visées dans le champ d'application de moins de 11 salariés et à leurs salariés, notamment en matière d'emploi, de formation, de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, de conditions de travail, de santé au travail, d'égalité professionnelle, de travail à temps partiel et de mixité des emplois ;
- contribuer à la prévention des conflits et le cas échéant faciliter la résolution de conflits individuels ou collectifs n'ayant pas donné lieu à saisine d'une juridiction. La commission ne peut intervenir qu'avec l'accord des parties concernées ;
- faciliter l'accès aux activités sociales, culturelles et sportives.

Toutefois, parce que les organisations syndicales de salariés et les organisations professionnelles de l'interbranche agricole ont su se doter d'instances paritaires répondant à des missions bien spécifiques, elles considèrent que les CPRE, en fonction des compétences sollicitées, doivent s'appuyer sur les organisations adéquates.

Afin d'avoir une cohérence nationale, il est demandé à la CPNE de recenser les compétences des organismes paritaires existants. Une fois ce travail réalisé, il sera diffusé à chaque CPRE pour qu'elle puisse s'y référer lorsqu'elle est sollicitée sur les missions définies ci-dessus pour réorienter vers les bons organismes.

Dans la mesure où des intérêts communs sont identifiés, les CPRE peuvent être amenées à travailler en collaboration avec les CPRI.

Article 2.2

Article 1.4 – Composition de la CPNE et des CPRE – devient l'article 1.5

Le deuxième paragraphe est modifié comme suit :

« Les CPRE comprennent deux représentants titulaires de chacune des organisations syndicales de salariés représentatives au niveau national et un nombre de représentants des organisations professionnelles signataires égal au total des membres salariés.

Pour pouvoir assurer les missions dévolues aux CPRI, les CPRE doivent être composées d'au moins cinq représentants des organisations professionnelles et d'au moins cinq représentants des organisations syndicales de salariés représentatives dans l'une des activités définie à l'article L. 722-1, 1° (à l'exception de la conchyliculture, des centres équestres, entraîneurs de chevaux de courses, champs de courses et des parcs zoologiques), 2°, 3° (à l'exception de l'Office national des forêts), et

4° du code rural et de la pêche maritime, ainsi qu'aux coopératives d'utilisation de matériel agricole. Ces représentants doivent être issus d'entreprises de moins de 11 salariés. »

Article 2.3

Article 1.5 – Fonctionnement de la CPNE et des CPRE – devient l'article 1.6

Article 2.4

Article 1.6 – Création de section professionnelle au sein de la CPNE – devient l'article 1.7

Article 2.5

L'article 3.3 est modifié comme suit :

La première phrase est complétée par « ou pour répondre aux missions telles que définies à l'article 1.4 ».

Article 3

Entrée en vigueur

Le présent accord entre en vigueur le lendemain de sa signature.

Article 4

Dépôt et extension

Le présent accord est déposé conformément aux dispositions légales et son extension est demandée.

Fait à Paris, le 14 mars 2017.

(Suivent les signatures.)